

A l'attention du Député.....

Lettre ouverte aux députés et sénateurs de la République française

Objet : Manquement à votre devoir constitutionnel et refus d'agir face à la crise institutionnelle

**Mesdames, Messieurs les députés,
Mesdames, Messieurs les sénateurs,**

Vous avez été élus par le peuple, pour le peuple, et non pour préserver des carrières, des avantages ou des équilibres politiques devenus stériles.

Or aujourd'hui, une question simple se pose :

Pourquoi refusez-vous d'agir alors que vous en avez le pouvoir ?

La Constitution française prévoit des mécanismes clairs lorsque le chef de l'État manque à ses devoirs.

L'article 68 de la Constitution permet la destitution du Président de la République en cas de **manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat.**

Ce pouvoir n'appartient ni au Président, ni au gouvernement.

Il vous appartient exclusivement.

Pourtant, malgré :

- l'effondrement du pouvoir d'achat,
- la dégradation de la sécurité,
- la fracture sociale profonde,
- l'explosion de la dette,
- l'abus du recours au 49.3,
- le mépris affiché à plusieurs reprises envers les citoyens,
- la gestion autoritaire de la crise sanitaire,
- et la perte de confiance massive du peuple,

vous restez immobiles.

VOTRE RESPONSABILITÉ EST ENGAGÉE

En refusant d'user des prérogatives que la Constitution vous confie, vous ne protégez pas la République :

vous la fragilisez.

Le peuple n'attend pas de vous :

- des calculs électoraux pour 2027,

- des stratégies d'appareil,
- des silences prudents.

Il attend **du courage**.

Ne pas agir alors que les outils existent,
c'est accepter la dégradation du pays,
c'est cautionner l'échec,
c'est renoncer à votre rôle de contre-pouvoir.

? RAPPEL ESSENTIEL

Vous n'êtes :

- ni les collaborateurs du Président,
- ni ses soutiens obligés,
- ni les gestionnaires de votre avenir personnel.

Vous êtes **les représentants de la Nation**.

Et lorsqu'un Président ne remplit plus la mission qui lui a été confiée,
le silence devient une faute politique.

👏 AU PEUPLE, PAS AUX PEURS

Si vous n'agissez pas par peur de perdre votre place,
alors vous avez déjà perdu votre légitimité.

Si vous refusez d'agir par confort,
vous trahissez la confiance du peuple.

La République ne tient pas par la peur,
elle tient par le courage de ceux qui la servent.

? CONCLUSION

L'Histoire retiendra deux choses :

- ceux qui ont regardé le pays s'effondrer sans agir,
- et ceux qui ont assumé leur rôle, même quand c'était difficile.

Il est encore temps d'être du bon côté.

Le peuple vous regarde.

Veuillez recevoir,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
l'expression d'une exigence républicaine.

Pour le peuple, par le peuple.